

La menace

Autor(en): **Piper, Patrick**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Actio : un magazine pour l'aide à la vie**

Band (Jahr): **97 (1988)**

Heft 2-3

PDF erstellt am: **21.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-681998>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

ETHIOPIE

ETHIOPIE



Premiers témoignages sur la situation dans le Tigré et en Erythrée

La menace

Un journaliste et un photographe du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont visité fin janvier le nord de l'Éthiopie où les opérations de secours en faveur des populations manquant de vivres venaient de débuter. Il semble qu'on pourra éviter cette année une situation catastrophique comme celle de 1985. Mais la menace demeure et l'avenir du pays reste des plus incertains.

Patrick Piper

La petite ville d'Idaga Hamus se trouve à quelque 120 kilomètres au nord de Mekele, à 2600 mètres d'altitude, dans les régions montagneuses et désertiques du Nord-Tigré. À la sortie de la ville, sur un terrain nu où affleurent les rochers, avec, à l'arrière une ligne de montagnes arides, plusieurs milliers de paysans ont rejoint un point de distribution et attendent de recevoir de la nourriture.

Ils sont venus à pied avec leurs enfants et ont peut-être marché pendant deux jours. Aujourd'hui, ce sont eux qui sont là; demain, 8000 ou 10000 autres seront arrivés d'un autre district. Quelques-uns d'entre eux ont encore de maigres réserves de vivres dans leur village, d'autres n'ont plus rien. «Ni le maïs ni le sorgho n'ont poussé, nous avons alors dû vendre nos bêtes pour acheter des céréales sur le marché, mais elles coûtaient très cher», nous dit Alem Sahale, une

jeune femme qui porte, sur son dos, un enfant de deux ans. «Nous n'avons plus rien à manger.»

Elle attend patiemment avec son enfant, sous un soleil brûlant, parmi des centaines d'autres gens, regroupés par associations de fermiers – les Kebeles – grâce aux membres de la Croix-Rouge de la Jeunesse éthiopienne qui donnent des indications par haut-parleurs. Les bénéficiaires de la distribution sont soigneusement enregistrés: chaque personne est identifiée par le chef de son village et doit tremper les doigts dans de la teinture afin d'éviter toute tricherie.

Si les convois sont arrivés, transportant assez de vivres, les gens reçoivent une ration mensuelle consistant en 13 kilos de farine par personne, 4 kilos de haricots et 1,5 kilo d'huile.

Avant qu'il ne soit trop tard

Les enfants sont examinés par une infirmière et reçoivent, en cas de besoin, des com-

Convoi de vivres entre Asmara et Senafe. Les «Routes de la survie sont ouvertes».

Près de mourir de faim

La situation en Erythrée est encore pire: dans certaines régions du sud, la pénurie de vivres atteint un seuil critique. Dans le district le plus touché, celui d'Akele Guzay, dans le sud-est de cette province, les évaluations effectuées par le CICR en janvier ont fait apparaître que dans de nombreux villages, il ne reste plus rien des récoltes locales.

«Les gens sont tout près de mourir de faim. Ils n'ont plus de réserves de céréales», nous dit Isabelle Buttiaz, la déléguée du CICR responsable d'Akele Guzay. «Les chefs de villages, les «shimagles», disent qu'il n'y a pas encore de décès dus à la famine, mais la situation est préoccupante. Les évaluations ont montré que nous devons intervenir le plus vite possible.»

Plusieurs centaines de milliers de villageois de cette région de hauts plateaux sont aujourd'hui presque entièrement tributaires de l'aide extérieure, en attendant les récoltes du mois d'octobre prochain. Les gens survivent en vendant leurs bêtes, le peu de bois qu'ils trouvent, ainsi que des fruits sauvages. Dans les villes, sur le marché, le prix du bétail est le plus bas de toute l'Erythrée alors que les céréales sont chères, de plus en

Ces paysans sont en route vers leurs villages après une distribution, à Adi Gudum. Jusqu'à maintenant, l'exode des populations rurales a pu être évité.



plus chères – signe précurseur classique d'une famine imminente.

Prêts à partir

D'après Rainer Baudendistel, le chef de la sous-délégation du CICR à Asmara, les gens s'apprentent à partir incessamment. «Même les 130 moines du monastère qui se trouve au sud de Senafe se préparent à partir, la population locale ne pouvant plus leur donner de nourriture. Ils ne sont restés que parce qu'ils ont su que nous allions venir. Je crois que ceci montre bien la gravité de la situation.»

Les convois du CICR ont amené des milliers de tonnes de vivres dans la région, en vue d'une importante distribution. Pour aller d'Asmara à Senafe, par la route principale qui conduit à Adigrat, dans le nord du Tigré, il faut parcourir 135 kilomètres, de virage en virage, et traverser des régions montagneuses où tous les champs sont bruns et secs. Les camions du CICR sont parfois retenus pendant des heures aux postes de contrôle de l'armée, tandis que l'on s'assure que les routes ne sont pas minées, ou bien en raison d'autres problèmes de sécurité. Et, malgré tout, les vivres arrivent. Les distributions importantes qui ont lieu en différents points situés autour de Senafe et d'Adi Keyih devraient permettre d'assister 180000 personnes, soit les deux tiers de la population rurale.

Les villageois qui se sont massés à la mi-janvier à l'endroit où a eu lieu une première distribution, dans la ville de Senafe, ont décrit leur situation



Vérification de la situation nutritionnelle des enfants selon la méthode du «Quack-stick» (mesure de la circonférence du bras et comparaison avec la taille).

désespérée: «Il nous faut manger des fruits sauvages, nous n'avons rien d'autre», nous a dit Ikalo Bahata, un autre fermier, Alem Weldu, 37 ans, nous a dit que dans son village, les plus pauvres des 1300 habitants n'avaient rien à manger. «Nous ne pouvons pas survivre. Les récoltes ont été très mauvaises l'année dernière; le peu que nous avons, nous l'avons donné aux bêtes.»

Tout près de l'endroit où les camions du CICR ont déchargé les sacs de céréales, un groupe de femmes et leurs enfants fouillaient la fange à la

recherche de quelques grains oubliés.

S'attaquer aux racines du problème

Il sera sans doute possible de faire face à la situation d'urgence en 1988, mais, à plus long terme, les besoins de l'Éthiopie en matière de développement restent immenses. Aussi longtemps que les problèmes ne sont abordés à la base, le pays connaîtra des crises comme celle d'aujourd'hui et, d'année en année,

celles-ci deviendront de plus en plus désastreuses.

De tous les pays du continent africain, l'Éthiopie est l'un de ceux qui ont le plus besoin d'assistance. Or, c'est le pays qui reçoit le moins d'aide au développement. Il y a des années que la production alimentaire est déficitaire: si, cette année, le déficit représente plus d'un million de tonnes de vivres, les experts estiment qu'il atteindra deux millions de tonnes d'ici 1991. Une question se pose: comment l'Ethio-

A Idaga Hamus, une foule de gens attend la distribution de nourriture.



ETHIOPIE

pie pourra-t-elle faire face à cette situation, alors que ses ports ne permettent à présent de décharger que 90 000 tonnes par mois, soit 1,08 million de tonnes par an?

La population s'accroît de 2,9% par an (1,3 million de personnes), tandis que les terres, trop mises à contribution, s'épuisent. La déforestation, qui entraîne une érosion massive des sols, a atteint des proportions alarmantes. La surface boisée occupait en Ethiopie, au début du siècle, 50% des terres: elle n'en occupait plus que 7% en 1970 et 3% en 1986.

Le désert avance

De l'avis de l'agronome du CICR, Serge Traverse, le nord de l'Ethiopie sera devenu désertique d'ici une ou deux dizaines d'années, à moins que des projets de développement à long terme ne soient mis en œuvre. Si, dans les quinze années à venir, l'aide des pays donateurs et la coopération de la population locale sont suffisantes, des programmes de développement pourraient être entrepris et améliorer la situation de façon significative. Il faut, de toute urgence, créer dans ces régions des réservoirs pour l'eau, apprendre à utiliser l'eau de pluie et lancer, notamment, des programmes de reboisement afin de ralentir le processus d'érosion des sols. «L'aide alimentaire est certes indispensable mais l'aide à la réhabilitation profonde est la seule capable de retourner une situation plus que critique», affirme Serge Traverse.

De tels projets de développement ne sont jamais faciles à mettre en œuvre; or, en Ethiopie, un conflit – dont rien n'indique qu'il pourrait prendre fin – vient encore aggraver la situation de crise. □



L'Ethiopie en 1985. En 1988, le CICR veut éviter le retour à une situation comme celle-ci.

Le CICR explique son action

Tant que des hommes souffriront...

Alors que les premiers convois s'élancent sur les routes de la survie, Léon de Riedmatten, responsable de l'opération Ethiopie au CICR, nous explique les raisons de la stratégie adoptée par le CICR et nous dit pourquoi il croit profondément dans l'utilité de l'aide qu'apporte la Croix-Rouge à l'Ethiopie.

Bertrand Baumann

«Actio»: Contrastant avec sa manière habituelle de procéder, le CICR lançait, le 12 novembre dernier, par la voix de son président, un vibrant appel en faveur d'une politique de routes ouvertes en Ethiopie, appel suivi d'une vaste campagne de sensibilisation auprès de la communauté internationale et des forces combattantes concernées sur le terrain. Pourquoi avoir choisi cette démarche?

Léon de Riedmatten:
Cette fois-ci, nous avons su assez tôt, dès le mois d'août, qu'une famine d'une ampleur comparable à celle de 1984/1985 était imminente et que la mise sur pied d'une campagne d'assistance à vaste échelle

était inéluctable. Mais il ne fallait pas attendre que la situation soit désespérée pour intervenir comme cela avait été le cas il y a trois ans. Nous voulions à tout prix éviter que se reproduise le phénomène des déplacements massifs de populations vers des camps nutritionnels, rapidement débordés et incontrôlables sur le plan médical. Nous devons donc atteindre les populations sur place, au plus près de leurs villages. Or, il ne faut pas oublier que l'Ethiopie est un pays

en guerre, avec toutes les conséquences que cela entraîne sur le plan de la sécurité des déplacements, dans les zones qui sont le plus souvent le théâtre d'affrontements. D'où la nécessité de lancer un appel public à toutes les parties concernées pour les sensibiliser à l'impératif humanitaire que représente la situation en Ethiopie actuellement.

Peut-on dire aujourd'hui que cet appel a été pleinement entendu?

Nous avons bien des raisons d'être satisfaits, compte tenu des conditions régnant actuellement en Ethiopie, mais aussi du fait que personne, absolument personne ne nous donnait gagnants dans notre entreprise. Les assurances que

Léon de Riedmatten est entré au CICR en 1979. Après avoir accompli plusieurs missions qui l'ont conduit dans divers pays d'Afrique et d'Asie, il a assumé les fonctions de chef de délégation du CICR en Ethiopie de 1983 à 1986, où il a notamment dirigé sur le terrain la grande campagne d'assistance du CICR en faveur des victimes de la famine. Depuis 1986, il est délégué-général adjoint du département Afrique au siège du CICR à Genève.